

des idées

des événements

des hommes

LA YUGOSLAVIE AU CARREFOUR

Suite de la première page

était plus bafouée aujourd'hui que sous la dynastie des Obrenovich. C'est comme si quelqu'un déclarait à Moscou qu'il y avait plus de liberté sous Nicolas II que sous Bréjnev...

En d'autres temps, cette sorte de manifestation aurait été dispersée sans ménagement. Cette fois-ci, le pouvoir n'est pas intervenu. Mieux encore, MM. Oscar Davico, membre de la présidence de la Ligue; Vuko Pavitchevitch, membre du Comité de la culture, et Gavro Altman, rédacteur en chef du Kommost, sont montés à la tribune pour apporter la contradiction. A notre connaissance, ce fut la première confrontation publique entre des représentants du régime et ceux qui ce même régime qualifie de "nouvelle gauche" ou d'"opposition".

Les interdictions et les "interventions administratives" ont été nombreuses ces derniers mois. Le théâtre, le cinéma, la littérature, la presse, en tout souffre. Néanmoins, jamais elles n'avaient donné lieu à des dialogues aussi animés et aussi ouverts. M. Svetla Loukitch, qui présente, au cours d'un débat organisé par l'Association des philosophes, un rapport sur la situation culturelle, estime que le conflit entre le parti et les intellectuels est positif: "Il pourra, dit-il, faciliter aux hommes raisonnables du régime la recherche d'une nouvelle politique culturelle qui tiendra compte de la nouvelle génération de créateurs socialistes: ceux-ci exigent leur indépendance intellectuelle avec beaucoup plus d'énergie que les créateurs les plus éminents de la vieille génération."

La nouvelle génération de créateurs

Cette nouvelle génération est représentée en force dans l'Association des philosophes. On y trouve d'abord un certain nombre de professeurs: MM. Ljubomir Tadić, Svetla Stojanovitch, Dragoljub Mitchounovitch, Mme Zaga Pechitch qui exercent une grande influence sur leurs élèves. Excellents orateurs, ils connaissent fort bien Marx.

On leur reproche de l'interpréter d'une manière erronée? Ils répliquent qu'ils ne sont pas les seuls à le faire... Il y a ensuite une pléiade d'écrivains: MM. Dobriza Tchotitch, ancien membre du comité central serbe, Borislav Milajovitch, Zoran Gavrilovitch, Brana Tzrtichovitch. Leurs partisans sont dissimilés un peu partout parmi les professeurs des autres universités et des grandes écoles, dans l'Association des écrivains, des cinéastes, parmi les artistes dramatiques, les sculpteurs, les peintres. Leur "force de choc" est constituée en premier lieu par les étudiants des facultés de philosophie et de physiologie. Pour avoir été à l'origine des événements de juin 1968, ces derniers ont une certaine expérience de la contestation, qui a perdu en violence mais non en vigueur.

La théorie marxiste n'admet pas la possibilité d'un conflit entre la nouvelle et l'ancienne génération. Il n'empêche que le régime a beaucoup de déboires avec l'Université. De nombreux dirigeants actuels ont, eux-mêmes, déployé dans leur jeunesse une activité politique dans les facultés, ils peuvent d'autant mieux se rendre compte de la portée de ce qui s'y passe en ce moment. C'est une des raisons pour lesquelles l'Université fait l'objet d'une attention toute particulière. Comme l'économie et le parti, elle est en voie de réorganisation. Un système complexe de conseils, de commissions, de comités est prévu ou mis en place. Les compétences des organismes sont vastes, mais en principe les étudiants ont partout, par l'intermédiaire de leurs délégués, voix au chapitre. Ils participent notamment à l'élection du recteur et des doyens (à l'université de Sarajevo un étudiant a été élu vice-doyen). Un grand effort tend à améliorer leur situation économique. Des bourses leur sont accordées par l'Université ou par les entreprises, et des fonds spéciaux sont utilisés pour leur avancer des "crédits". Les étudiants qui ont terminé leurs études avec la mention "excellent" ne sont pas tenus de rembourser les crédits; ceux qui ont obtenu une mention "très bien" ne

remboursent, selon les cas que 50 à 75% de la somme avancée.

M. Mijalko Todorovitch, membre du bureau exécutif de la Ligue, vient de lancer une proposition qui, lorsqu'elle sera appliquée, transformera complètement l'ancienne Université. L'idée fondamentale est que l'étudiant, comme tout producteur d'une société d'autogestion, recevra une sorte de salaire dont l'importance sera fonction de ses succès. Les fonds nécessaires seraient pris sur un secteur économique pour le compte duquel des équipes de professeurs et d'étudiants accompliraient des tâches déterminées. L'enseignement et la recherche scientifique seraient ainsi liés au profit de la société entière.

A la veille de la deuxième guerre mondiale il y avait officiellement un peuple yougoslave. Depuis la guerre il a disparu. La Yougoslavie socialiste réunit six peuples: Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins et Musulmans (une partie de la population slave de Bosnie-Herzégovine, convertie à l'Islam lors de la domination turque, a formé une entité ethnique propre) et une quinzaine de minorités nationales, appelées "nationalités". Ces peuples appartiennent à trois grandes confessions — orthodoxe, catholique et musulmane. Ils parlent trois langues — le serbo-croate (ou croato-serbe), le slovène et le macédonien, sans parler de celles des minorités, et utilisent deux sortes de caractères — cyrilliques et latins.

Ils ont, pour leur malheur, été sous domination étrangère (turque et austro-hongroise) pendant des siècles. Les voies de leur développement ont été très différentes. Au xxi^e siècle, s'est formé un mouvement pour l'union des Slaves du Sud, dont les adhérents se recrutait parmi les intellectuels et quelques hommes politiques. Son importance s'est accrue après la proclamation de l'indépendance de la Serbie, en 1867, et ses victoires, en 1912-1913, pendant les guerres balkaniques. En 1918, après le traité de Versailles, fut proclamé le premier Etat indépendant des Slaves du Sud, le Royaume des Ser-

bes, Croates et Slovènes, auquel le roi Alexandre devait donner plus tard le nom de Yougoslavie. Edifiée sur des principes d'un unitarisme rigide — un Etat, un peuple, un roi —, il devait sombrer en 1941, sous la poussée hitlérienne. Allemands, Italiens, Hongrois et Bulgares occupèrent alors des parties de son territoire et installèrent des gouvernements fantoches à Belgrade, à Zagreb et à Ljubljana.

La période 1941-1945 fut celle d'une magnifique résistance nationale dans laquelle le parti communiste joua un rôle déterminant. Mais ce fut aussi une période de guerre civile et religieuse, qui a laissé des plaies aussi nombreuses que profondes.

A l'époque dite de gestion administrative et centraliste, le problème des rapports nationaux était "tabou". Le régime prétendait qu'ils avaient été réglés définitivement au cours de la guerre; il interdisait toute discussion à leur sujet. Ceux qui enfreignaient cette interdiction voyaient s'abattre sur eux les rages de la loi. Ce silence fit croire à beaucoup que les rapports nationaux étaient, en effet, sans nuage.

Au fur et à mesure que progresse la démocratisation, cet interdit fut levé. La thèse officielle est que si on aborde ce problème plus souvent aujourd'hui qu'hier, c'est que "nationalistes", "unitaristes" et "centralistes", conscients de perdre du terrain, sont devenus plus agressifs.

Les manifestations de nationalisme

Comment définir avec précision "les manifestations de nationalisme"? C'est souvent une question d'interprétation personnelle. Elles sont suscitées notamment par ceux qui célèbrent avec fracas certaines dates historiques, dont la signification, à la lumière de la science marxiste, prête à équivoque. D'autres insistent sur certaines coutumes propres à leur peuple, dont le caractère "progressiste" est considéré comme doux. Certains, enfin, par leur compor-

tement général, portent atteinte à la devise officielle d'unité et de fraternité des peuples en Yougoslavie.

Dans la catégorie des "unitaristes" et des "centralistes" figurent les anciens partisans du "yougoslavisme" et les nostalgiques du régime de la maniére forte que l'on croit découvrir, en premier lieu, dans les rangs de la bureaucratie de l'Etat et du parti. Leurs principaux adeptes seraient localisés en Serbie, tandis que ceux du séparatisme se trouveraient surtout en Croatie.

Contre les uns et les autres, le parti estime que le comité central de chaque république fédérée doit d'abord "balayer devant sa propre porte". Quelques-uns, l'ampleur des incidents émeut l'opinion publique de plusieurs républiques. L'exemple le plus frappant est celui de la "Déclaration des écrivains croates sur la langue serbo-croate", qui contestait l'existence d'une langue commune aux deux peuples, et la "Proposition de réflexion" des écrivains serbes. Les réactions du gouvernement slovène devant le refus de la Fédération de financer la construction d'une autoroute dans cette république avaient soulevé, elles aussi, une émotion générale, qui ne fut apaisée qu'après une intervention énergique du parti.

Un autre cas retentissant s'est produit récemment. M. Milos Zanko, vice-

président du Parlement fédéral, fut traduit devant le comité central croate pour répondre d'une série d'articles publiés dans Borba et dans lesquels il aurait présenté de manière erronée l'action du comité central contre les éléments nationalistes et cléricaux de Croatie.

Après trois jours de débats, il fut, à tort ou à raison, accusé d'"unitarisme". On lui reprocha de défendre au Parlement une politique "centraliste". M. Zanko ayant refusé de faire son autocritique, le comité central lui retirra le droit de le représenter à la conférence permanente de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Après une condamnation aussi grave, il a fort peu de chances de conserver la vice-présidence du Parlement fédéral.

M. Zanko n'est ni le premier ni le seul des dirigeants croates exerçant une fonction importante dans la Fédération qui suscite le mécontentement des organisations du parti de sa propre république. Ce fut aussi le cas de l'ancien président du gouvernement fédéral, M. Mika Spiljak, dont la politique économique rencontrera une opposition farouche en Croatie, république qui, pourtant, l'avait proposé à ce poste.

Prochain article: entre les conservateurs et les "occidentalistes".

INTER CONTINENTAL

Tours et Voyages

2118 est, rue Jean-Talon

729-5264

MEXIQUE 15 JOURS

Mexico

Guadalajara

Puerto Vallarta

\$429.00



13 & 27 mars - 10 avril

HAWAII 15 JOURS

\$499.00

6, 13, 20 mars

Nos voyages au Mexique et à Hawaii comprennent

- le billet d'avion aller-retour
- les transferts
- tous les déjeuners au Mexique
- excursions touristiques

VOS AGENTS DE VOYAGES DE CONFiance

Alfred
Gagliardi

6900, RUE SAINT DENIS

271-6900

MONDIAL
AVIOMAR

445 O, RUE JEAN TALON

274-7595

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN DES ÉCOLES PROTESTANTES DU GRAND MONTRÉAL

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI 62

Mardi le 3 mars, le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes du Grand Montréal a fait parvenir des exemplaires de son mémoire à la Commission parlementaire sur l'Éducation à l'Assemblée législative. La position fondamentale exposée dans son mémoire, les raisons qui lui ont dicté la position qu'il prend.

En fait le Bureau Métropolitain est convaincu qu'à l'heure actuelle, la création de commissions scolaires unifiées ne pourrait se faire qu'au détriment de la qualité de l'enseignement obtenue jusqu'à présent par les Québécois anglophones. Par exemple, le nombre d'élèves anglophones dans neuf des onze commissions scolaires serait trop réduit pour justifier l'organisation professionnelle sur laquelle doivent s'appuyer écoles et professeurs, organisation leur assurant l'appui dont ils ont besoin pour remplir leur tâche de façon efficace. Dans les deux autres commissions régionales, c'est la qualité de l'éducation des étudiants francophones qui se trouverait purellement menacée.

Bien que le Bureau Métropolitain critique certains aspects du projet de loi 62, il en approuve quelques principes. Par exemple:

(1) L'introduction du suffrage universel est une mesure dont le besoin se faisait sentir depuis longtemps.

(2) L'établissement d'un taux uniforme de taxation est une mesure réclamée depuis de nombreuses années par le Bureau Métropolitain.

(3) La création de Comités d'école et l'augmentation du nombre de participants dans les affaires scolaires.

(4) La nécessité d'un Conseil Scolaire ayant juridiction sur la planification et certains services communs.

(5) La fusion, à certaines fins, de petites unités administratives.

En somme, dans son mémoire, le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal propose une reorganisation des structures scolaires de l'île de Montréal, qui à son avis, correspondrait mieux que le projet de loi 62 au désir général de la population.

Le Bureau Métropolitain a soumis son projet de réorganisation à un groupe de quatre avocats, spécialistes en droit constitutionnel, qui lui ont signalé que ses propositions allaient à l'encontre du texte de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique.

En conséquence, le Bureau Métropolitain recommande en plus que l'on demande aux autorités compétentes de soumettre un amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique afin de protéger les droits linguistiques de la minorité dans la Province de Québec, tout en préservant le droit des parents à l'enseignement confessionnel.

Le plan qui propose le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes du Grand Montréal repose sur le suffrage universel en matière d'éducation, sur le droit des minorités à se faire entendre, sur les unités administratives viables et la mise à contribution, pour le bien de l'école, des parents et de la communauté. Dans une large mesure, ce plan préserve le processus normal de développement de l'organisation scolaire.

La création de Comités d'école pour l'éducation, qui, au niveau local, porteront un soin attentif aux besoins de l'éducation, est une des propositions originales de ce plan. C'est sur sa propre expérience que s'appuie le Bureau Métropolitain pour faire cette proposition.

Alors que le Bureau Métropolitain exerce la presque totalité des fonctions administratives et financières sur l'étendue du territoire placé sous sa juridiction, chaque commission scolaire locale rend de précieux services en surveillant le fonctionnement des écoles de son secteur, en développant et en maintenant de bonnes relations entre les écoles et le public en ce qui a trait aux besoins et aux problèmes locaux. La proposition du Bureau Métropolitain visant à créer des Comités d'école pour l'éducation permettra le maintien de ces services et de ces bonnes relations.

Le Bureau Métropolitain approuve l'idée de Comités d'école, car il croit qu'ils peuvent rendre des services appréciables à l'école de quartier et aux besoins de chaque élève.

Dans son mémoire, le B.M.E.P.M. préconise la création de Comités de Secteur pour l'éducation, francophones et anglophones, chacune desservant environ 10 000 étudiants, regroupant une ou deux écoles secondaires et les écoles élémentaires qui s'y rattachent. Un des pouvoirs de la Commission de Secteur pour l'éducation sera de veiller à la mise en application du programme d'études, au fonctionnement des écoles de son secteur, et à l'utilisation des locaux scolaires par la communauté. Chaque Commission de Secteur pour l'éducation élira un ou deux de ses membres pour la représenter à la Commission Scolaire Régionale.

Le mémoire du B.M.E.P.M. préconise, au niveau des Commissions Scolaires Régionales, huit ou neuf commissions anglophones ou francophones, chacune desservant environ 30 000 étudiants, ses propres membres étant les représentants élus par les Commissions de Secteur pour l'éducation de son territoire.

Le B.M.E.P.M. propose que les pouvoirs d'une Commission Scolaire Régionale soient, en presque totalité, ceux que la loi de l'Instruction Publique accorde aux commissions scolaires.

Quant au Conseil Scolaire de l'île, le Bureau Métropolitain propose dans son exposé que chaque Commission Scolaire Régionale y nomme un de ses membres, et que le Ministre y désigne, de plus, quatre membres pour assurer la représentation des groupes minoritaires. Ainsi le conseil

serait unifié, bilingue et non-confessionnel.

C'est parmi ses propres membres que le Conseil élirait son président et son vice-président, un francophone et un anglophone.

Parmi les pouvoirs proposés pour le Conseil Scolaire de l'île, citons le pouvoir d'établir des normes budgétaires pour toute l'île, de jouer

le rôle de conseiller dans la planification générale, de procéder au recensement, de délimiter le territoire attribué à chaque Commission de Secteur pour l'éducation, d'émettre emprunts et obligations, d'égaliser les évaluations et le taux de taxation, de planifier en matière de construction et de technique.

Les demandes en vue d'obtenir copie du mémoire du B.M.E.P.M. sur le projet de loi 62 doivent être adressées au:

Bureau d'Information, 6000 Fielding Ave.,

Montréal 253, P.Q.

7 TOURS D'AUTOMNE

ITALIE DU SUD - SICILE - TUNISIE

Le circuit aussi nouveau qu'original.

8 au 29 sept. \$934.

Direction: Pierre Viau

ESPAGNE - FRANCE

La saison idéale pour visiter le pays du flamenco.

10 sept. au 1er oct. - \$790.

Direction: Pedro Villalba

FRANCE - ITALIE - SUISSE

Le toujours populaire tour classique.